

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1968 - 26 janvier 1989 - 2 F

D 1368 GUATEMALA: DIALOGUE NATIONAL MAL PARTI

Avec plus d'un an de retard sur le calendrier prévu par l'accord de paix d'Amérique centrale d'août 1987 (cf. DIAL D 1231), la Commission nationale de réconciliation présidée par le président de l'épiscopat a ouvert un "dialogue national". Initialement prévu pour le 15 septembre 1988, il a tenu ses premières assises le 7 novembre. Une centaine d'entités sociales les plus diverses y avaient délégué des représentants. On notait cependant l'absence des premiers intéressés: la guérilla qui voulait pourtant participer, et l'armée qui ne s'estimait pas partie prenante. Pour manque de personnalité juridique, une vingtaine d'associations et organisations risquent de ne pas pouvoir continuer d'y participer.

Alors que le dialogue prévu par l'accord de paix est en route au Nicaragua (D 1296) et en El Salvador (cf. DIAL D 1342 et 1351), il n'a pas encore été ouvert au Honduras et il semble mal parti au Guatemala.

Ci-dessous présentation et analyse tirées de la revue *Centroamérica Hoy* n° 13, du 11 novembre 1988.

Note DIAL

OUVERTURE DU DIALOGUE NATIONAL

Absence de la guérilla et de l'armée

Eventuelle exclusion d'organisations populaires

A l'invitation de la Commission nationale de réconciliation s'est ouvert au Guatemala un "grand dialogue national" pour la recherche de solutions aux graves problèmes nationaux, dans un climat de confrontation entre les principaux acteurs sociaux et politiques.

Étaient présents à l'ouverture du dialogue le 7 novembre, dans un hôtel de la capitale, des représentants du gouvernement, des Eglises, des syndicats, des coopératives, des partis politiques, des entreprises, des universités, des organisations professionnelles et des groupes sociaux, au total une centaine d'entités qui se réuniront à nouveau en janvier pour commencer les discussions.

La guérilla et l'armée, en lutte depuis vingt-huit ans, étaient absentes des conversations qui ont lieu en accomplissement tardif d'un des accords d'Esquipulas II signés par les présidents centro-américains en août 1987.

Le président de la Commission nationale de réconciliation, Mgr Rodolfo Quezada, a expliqué que la participation de l'Unité révolutionnaire guatémaltèque (URNG) avait été refusée car cette coalition de groupes de guérilla ne remplissait pas les exigences légales nécessaires, et que, pour leur part, les forces armées ont demandé à n'être pas invitées car elles se considèrent apolitiques.

Mgr Quezada a affirmé qu'il était favorable à la participation des guérilleros au dialogue parce qu'ils l'avaient eux-mêmes demandé, mais qu'en plus du problème de la légalité il y avait celui de la sécurité des envoyés des insurgés.

Il a souligné - en une allusion discrète à ceux qui prétendent que le gouvernement du président Vinicio Cerezo tient à ces conversations uniquement pour se renforcer - que le gouvernement avait accepté d'y participer comme "un acteur de plus".

La Commission nationale de réconciliation a comme seul objectif de créer un espace fiable pour que tous les secteurs sociaux guatémaltèques puissent échanger sur les principaux problèmes du pays, a déclaré Mgr Quezada, qui est là pour sa part comme président de la conférence épiscopale. Bien que l'agenda des conversations doive être arrêté par consensus des participants, la Commission nationale de réconciliation a avancé une proposition en quatre points concernant l'existence et le renforcement du système démocratique, l'organisation des habitants comme sujets du développement, la qualité de vie des Guatémaltèques et la politique économique du pays.

L'absence de personnalité juridique pourrait exclure des conversations une vingtaine d'organisations populaires telles que le Groupe d'appui mutuel (GAM) rassemblant les familles de disparus, le Comité d'unité paysanne (CUC), la Coordination de veuves du Guatemala (CONAVIGUA) et la plus grande organisation ouvrière et paysanne: l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP).

La Commission nationale de réconciliation a donné un délai de trente jours à ces organisations pour régulariser leur situation légale. Mais le dirigeant de l'UASP Luis Colocho a déclaré que ce laps de temps était insuffisant car les démarches administratives pour obtenir la personnalité juridique peuvent durer plusieurs mois et constituer un obstacle formel à la participation à la rencontre.

Dans ce contexte une déclaration a été rendue publique avec la signature de cinq des principales centrales ouvrières, du GAM et d'autres organisations pour demander l'ouverture d'un "dialogue populaire" s'inscrivant dans l'esprit d'Esquipulas II. Ces groupes ont indiqué qu' *"un dialogue vicieux et concerté entre les secteurs traditionnels de pouvoir constituerait pour le gouvernement une échappatoire à l'engagement souscrit dans l'accord de paix centro-américain"*.

Ces remises en question se sont ajoutées à celles publiées au cours des dernières semaines par les secteurs politiques d'extrême-droite et par les commentateurs de presse qui ont qualifié d'"inviabilité" le dialogue national.

Antécédents et perspectives

Le dialogue avait été originellement convoqué pour le 15 septembre dernier. Mais il a dû être suspendu parce qu'à cette date se tenaient des réunions pour un "pacte social" entre le gouvernement, les chefs d'entreprises et un syndicat.

Ces conversations qui devaient servir de préambule au dialogue national ont été brusquement interrompues par le retrait des chefs d'entreprises, bientôt suivi par celui des syndicalistes, au motif que le gouvernement ne faisait pas preuve de volonté de négociation.

Les partis politiques, du Mouvement de libération nationale (MLN) d'ultra-droite au Parti socialiste démocratique (PSD) classé au centre-gauche, accusent le régime démocrate-chrétien d'avoir fait dévier l'actuel processus politique vers une polarisation ouverte, et cela par manque de stratégie de concertation.

Les observateurs craignent que le dialogue national dégénère en vives querelles si les invités ne parviennent pas à centrer la discussion sur la recherche d'un consensus et de solutions à la crise du pays.

Optimiste, le président Vinicio Cerezo a dit qu'une convergence sera recherchée dans les importants domaines susceptibles d'offrir des solutions au problème national et d'éviter la polarisation de la société guatémaltèque.

Mgr Quezada a souligné ces derniers jours l'existence d'une "crise de confiance" et d'une forte méfiance réciproque entre tous les secteurs sociaux. Il a affirmé qu'il faut corriger ce climat si l'on veut parvenir à un accord propre à sortir le pays du borbier dans lequel il est enlisé.

Teresa Bolaños, membre de la Commission nationale de réconciliation en tant que "notable", a déclaré que la viabilité du dialogue dépend de la volonté des invités, car sans elle il ne peut y avoir de dialogue national.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 340 F - Etranger 400 F - Avion 470 F
Direct. Charles ANTOINE - Imp. DIAL - Com. par. presse 56249 - ISSN 0399-6441